



Union Départementale CGT du Lot

Bourse du travail - Place Rousseau - 46000 Cahors

☎ 06 82 02 95 89 sg.udcgt46@orange.fr

Bonjour à tous,

Si nous sommes aujourd'hui rassemblés, c'est pour dire non à l'austérité, non à cette société, qui précarise et exclut des millions de Français, Non à la politique gouvernementale qui favorise uniquement les plus riches et laisse de côté le plus grand nombre.

Le blocage du point de tous les agents depuis 2010, des conditions de travail qui ne cessent de se dégrader, la précarisation des emplois, le démantèlement de nos services Publics, les réductions d'effectifs, les licenciements, les mutations forcées notamment du fait de la nouvelle région, voilà les raisons de notre colère.

Nous sommes toujours dans cette même idéologie de politique libérale que les anciens Gouvernements!

Pas une seule journée sans que nous soyons sous la « doctrine du coût du travail, avec une surenchère continue du MEDEF et de Gattaz qui en demande toujours plus !

Dans les faits, les politiques actuelles n'ont cessé d'aggraver l'exploitation des salariés à travers de nombreuses mesures uniquement en faveur du patronat, ainsi celles contenues dernièrement dans les lois Rebsamen et Macron.

Que dire aussi de ce soi-disant dialogue social, qui ne répond en fait qu'aux revendications des patrons, et ce n'est pas fini...

Les mesures du gouvernement Valls, c'est uniquement une remise en cause des acquis sociaux des salariés au profit des employeurs.

Nous sommes toujours dans la poursuite de la politique d'exonération fiscale et sociale des entreprises, une politique qui fige définitivement dans le temps des dispositifs qui ont montré leur inefficacité sociale, économique et qui ont un coût exorbitant pour les finances publiques.

D'un côté on nous dit, il y a plus de 80 milliards de fraude fiscale et de l'autre côté on réduit les effectifs de 10%, alors qu'il faudrait au contraire amplifier la chasse aux fraudeurs.

Où sont vos emplois Monsieur Hollande et Gattaz, où sont vos promesses d'un million d'emplois ?

La santé, les hôpitaux, les maisons de retraite, les besoins explosent, et pourtant ce sont les emplois qu'on explose, c'est la santé des agents qui est mise à contribution et c'est surtout moins de temps à passer auprès des patients.

Dans l'éducation, on nous promet des emplois, mais que voit-on dans le département ? Des classes surchargées, des emplois supprimés, des classes et des écoles qui ferment.

Dans les collectivités locales, l'austérité budgétaire oblige de fait à des regroupements de services et des fusions de communes, qui font la part belle aux suppressions d'emplois.

Dans les organismes de sécurité sociale, au blocage des salaires depuis 2010 se rajoute une dégradation générale des conditions de travail due pour l'essentiel au manque d'effectifs

(11000 emplois supprimés entre 2009 et 2014) et qui entraîne des mutualisations, des regroupements de services et des fermetures de sites.

Les services publics dans notre département sont un poids économique important, ils sont une richesse, pas un coût !

Ils sont là pour assurer la cohésion sociale et la solidarité entre les territoires.

Chaque année, ce sont des milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales et d'aides publiques qui sont détournées de la solidarité nationale et qui ne vont pas à l'éducation, aux transports, à la santé, aux salaires etc....

Ces milliards qui sont consenties aux entreprises sans contreparties sur le nombre d'emplois créés ni sur l'augmentation des salaires et des pensions, ne servent qu'à alimenter la rentabilité financière de certaines entreprises et de leurs actionnaires.

Oui il y a besoin dans ce pays de changer, d'avoir une politique économique et sociale qui réponde aux besoins des Citoyens Français et non pas uniquement du capital.

Car gouvernement après gouvernement, c'est toujours la même soupe qu'on nous sert, l'austérité, les vaches maigres !

Contrairement à ce que prône le patronat et le gouvernement, ce ne sont ni le coût du travail ni la rigidité du marché du travail qui plombent la compétitivité des entreprises, mais bien les stratégies de libéralisation et de privatisation, le dumping social et la politique du bas salaire.

Pour la CGT, le défi à relever est en réalité d'ouvrir de véritables perspectives d'avenir avec des alternatives aux politiques d'austérité. Cela passe par plus de justice et de démocratie sociale pour une autre répartition et utilisation des richesses créées par le travail.

L'augmentation générale des salaires, des minima sociaux et des pensions, des moyens aux collectivités et aux services publics pour répondre au plus près des besoins de la population, le partage du travail avec la réduction du temps de travail à 32H pour tous, une véritable Sécurité Sociale professionnelle permettant à tous de conserver ses droits pour se former et se soigner tout au long de sa vie, voilà nos solutions.

Pour finir je tenais à apporter notre soutien 8 salariés, syndiqués Cgt, injustement condamnés à 24 mois de prisons dont 9 fermes et 5 ans de mise à l'épreuve. Il leur est reproché de s'être battus, pour conserver leur travail !

Pourtant, le travail n'est pas un délit. Le travail est un droit fondamental pour tous les salariés ! Le ministère public a condamné nos camarades en l'absence même de plaignant. La peine, comme la procédure sont inédites. Cela signifie que la décision a été prise au sommet de l'Etat. La Cgt ne laissera pas emprisonner ses militants, ni les salariés. Nous appelons, les syndiqués à organiser la riposte, notamment lors de la prochaine journée de mobilisation contre la répression syndicale le 4 février prochain.

Pour l'Union Départementale des Syndicats CGT du Lot,

Le secrétaire Général

Matence Patrice

